

Les crédits

Il y a autre chose dans ce budget: le crédit d'impôt pour la TPS. Aux termes des dispositions en vigueur, ce crédit, dont profitent les plus pauvres du pays, est versé quatre fois par année, tous les trois mois. Le gouvernement veut maintenant changer cette façon de procéder en versant le crédit aux plus pauvres du pays non pas quatre fois par année, mais seulement deux. Savez-vous combien il compte économiser ainsi? Il compte économiser 7,5 millions de dollars par année.

Mme Sparrow: C'est le même montant. On appelle cela agir de façon efficace.

M. Nystrom: D'accord, le gouvernement économise 7,5 millions de dollars, et les gens continuent de recevoir le même montant. Mais les moins nantis qui ont besoin d'un chèque tous les mois ou tous les trois mois devront désormais attendre six mois au lieu de trois. C'est pourquoi le whip a raison quand il dit que ce budget est une honte. C'est aussi pourquoi les députés de quelque camp qu'ils soient devraient joindre leur voix à celle de l'opposition pour dire que ce budget est effectivement une honte. Il trahit un manque flagrant de vision et est muet quant à l'orientation à donner au pays à l'aube du XXI^e siècle.

Nous avons besoin d'un programme de création d'emplois. Il y a deux mois environ, notre parti a fait savoir qu'il avait, lui,—le Parti libéral n'en a toujours pas fait autant—un plan, une bonne idée de ce qu'il faut faire pour redonner de l'emploi aux Canadiens et aux Canadiennes. Notre chef l'a annoncé il y a deux mois environ, ce plan. À notre avis, il faudrait tout d'abord que le gouvernement renforce l'infrastructure nationale dans les domaines des transports et des communications. Je pense également aux eaux usées qui sont actuellement déversées dans nos lacs, nos rivières et nos cours d'eau. Je crois que beaucoup de municipalités déversent des eaux-vannes non traitées dans nos cours d'eau.

Voici le genre de chose qu'il faudrait faire: investir dans l'infrastructure, bâtir un pays plus fort et trouver du travail aux Canadiens. Quand les gens travaillent, ils paient taxes et impôts, et le fardeau de l'assurance-chômage et de l'aide sociale s'allège. C'est cela que nous devrions faire. Or, le budget ne prévoit aucune mesure touchant l'infrastructure.

Deuxièmement, notre parti préconise la constitution d'un fonds national d'investissement dans lequel on mettrait des capitaux en commun en vue de faire des placements dans des petites entreprises, des coopératives et toutes sortes d'entreprises, d'un bout à l'autre du pays. C'est le genre de chose qui manque en ce moment.

Nous sommes d'avis que ce fonds d'investissement devrait être financé non seulement par le gouvernement

fédéral, mais aussi par les provinces et les municipalités, pour que nous disposions d'un fonds national et d'un programme national d'investissement dans le cadre duquel les entrepreneurs canadiens seraient mis à contribution pour créer de l'emploi et bâtir un Canada plus fort.

Troisièmement, notre chef recommande dans ce plan—c'est expliqué en détail dans le document, si vous en voulez un exemplaire, monsieur le Président—que nous commençons à investir plus dans la recherche et le développement que nous ne l'avons fait jusqu'ici au Canada. En fait, si on regarde nos chiffres et nos statistiques, on constate que nous dépensons moins au titre de la recherche et du développement que presque tous les autres pays industrialisés du monde.

• (1135)

En pourcentage de notre Produit Intérieur Brut, nous dépensons environ la moitié de ce que dépensent les Japonais, les Allemands, les Français ou les Suédois. Cela comprend, évidemment, les dépenses du secteur privé. Si le secteur privé ne dépense pas beaucoup pour la recherche et le développement au Canada, c'est en partie parce qu'une proportion importante de notre économie est contrôlée par des étrangers, qui font leur R-D aux États-Unis ou ailleurs.

Nous allons devoir dépenser davantage au titre de la recherche et du développement, car c'est en investissant dans la R-D que nous pourrions faire du travail d'innovation ici même, au Canada. Nous pourrions créer nous-mêmes les produits qui sont actuellement créés ailleurs et importés des États-Unis, du Japon ou d'Europe de l'Ouest.

Nous devons dépenser davantage pour la formation et le recyclage de nos travailleurs. Encore une fois, si on compare notre pays à l'Europe de l'Ouest, au Japon ou aux États-Unis, on constate que nous dépensons moins d'argent qu'eux, par habitant, pour former nos travailleurs en vue des emplois futurs et des nouvelles technologies.

Enfin, nous devons dire aux Canadiens, comme l'a fait notre parti, que le temps est venu d'abroger l'Accord de libre-échange avec les États-Unis si nous voulons reprendre en main notre économie, notre pays et notre souveraineté et prendre nos propres décisions. Si ma collègue d'en face parle aux Canadiens ordinaires, elle verra qu'ils sont tous d'avis que nous devrions abroger cet accord commercial, que le gouvernement a vendu notre indépendance, qu'il a vendu notre souveraineté et qu'il a trop donné pour obtenir très peu en retour. C'est ce qu'on voit lorsqu'on parle aux Canadiens.